

# **Règlements Généraux De la FAA**

## TITRE I

### Dispositions relatives à l'affiliation, la licence, le surclassement et les mutations

#### Chapitre I

#### De l'affiliation des clubs sportifs amateurs

#### Chapitre II :

#### De la licence, de la qualification et du surclassement

#### Chapitre III :

#### De la mutation – Procédures réglementaires

## CHAPITRE I

### DE L’AFFILIATION DES CLUBS SPORTIFS AMATEUR

#### ARTICLE 1 Définition de l'affiliation

Action d'affilier, de s'associer à une cause, de se reconnaître dans les idées ou les actions d'une organisation.

**Synonymes** : adhésion, association, rattachement, appartenance

L’Affiliation est l’acte par lequel un Club Sportif Amateur, régulièrement constitué, adhère à la Fédération Algérienne d’Athlétisme (F.A.A) en vue d’assurer la pratique de l’Athlétisme et sa promotion.

#### ARTICLE 2 :

L’acte d’Affiliation est consacré par le dépôt d’un dossier auprès de la Ligue de Wilaya territorialement compétente.

Le dossier d’Affiliation comprend limitativement :

**2.1** : La demande d’Affiliation signée conjointement par le Président du C.S.A, et le Président de la Section.

**2.2** : Une copie de l’Agrément de l’Association ou du récépissé d’agrément délivré par la Wilaya.

**2.3** : La liste du Comité Directeur et de l’Encadrement Technique.

**2.4** : Le versement des Droits d’Affiliation.

**2.5** : Un imprimé d’engagement de l’Association au respect des règlements en vigueur à la F.A.A.

**2.6** : **Contrat d’assurance le cas échéant.**

**2-7** : Copie du PV de l’Assemblée générale.

#### ARTICLE 3 :

Le dépôt du dossier d’Affiliation donne droit à la délivrance d’un récépissé à compter duquel prend effet la dite affiliation.

#### **ARTICLE 4 :**

Les membres de l'Assemblée Générale sont tenus, en début, de chaque saison de s'acquitter des « Droits d'Affiliation et d'Engagement » auprès de la Fédération ou de la Ligue.

#### **ARTICLE 5 :**

Les montants des « Droits d'Affiliation et d'Engagement » sont fixés par l'Assemblée Générale de chaque Ligue dans la limite des seuils fixés par le Bureau Fédéral de la F.A.A.

#### **ARTICLE 7 Bis :**

Le délai de renouvellement l'engagement de l'Affiliation de chaque club est laissé à l'appréciation **de chaque ligue de Wilaya.**

#### **ARTICLE 8 :**

l'engagement de l'Affiliation entraîne notamment à l'égard du **CSA :**

#### **8.1 : AU TITRE DES OBLIGATIONS :**

**8.1.1 :** L'engagement à adhérer, sans réserves, aux lois et règlements en vigueur régissant le Sport National, l'Athlétisme National et International et aux objectifs arrêtés par la Fédération.

**8.1.2 :** L'engagement à participer régulièrement aux épreuves, compétitions et en général à toute manifestation ou rencontre initiée par la Ligue ou la Fédération.

**8.1.3 :** L'engagement à faire respecter, sous sa responsabilité directe, par ses Athlètes et Dirigeants, la discipline, la tenue et le cérémonial des compétitions.

#### **8.2 : AU TITRE DES DROITS :**

**8.2.1 :** La délivrance des cartons de licence aux athlètes des Association affiliées.

**8.2.2 :** La réception des procès-verbaux des Ligues, des bulletins officiels, des règlements et tout autre document à caractère informatif, élaboré par la Ligue ou la Fédération.

**8.2.3 :** La participation aux compétitions inscrites au Calendrier National dans la limite des dispositions particulières relatives à chaque compétition.

#### **ARTICLE 9 :**

Le non-paiement des « Droits d'engagement » dans les délais entraîne la suspension des droits énumérés à l'article précédent ainsi que la non-qualification des Athlètes et la suspension du droit de représentation au sein des instances de la Ligue et de la Fédération.

#### **ARTICLE 10 :**

En cas de dissolution ou de retrait de l'Association (ou de la section), selon le cas, celle-ci est tenue d'en informer la Ligue par lettre recommandée dans **les huit (08) jours qui suivent en justifiant les motifs.**

## CHAPITRE II

### Licence, Qualification et Surclassement

#### **ARTICLE 11 :**

la Qualification est l'acte par lequel un Athlète, un Entraîneur ou un Dirigeant adhérent aux activités de la Fédération Algérienne d'Athlétisme (F.A.A) et des structures régionales et locales qui en relèvent. Elle comprend la reconnaissance de la qualité de Membre de la F.A.A, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives notamment aux Statuts de la Fédération et de la Ligue.

#### **ARTICLE 12 :**

La qualification est consacrée par une carte d'adhésion intitulée « **LA LICENCE** ».

#### **Article 13 :**

**13.1** : La Licence est une carte d'identité sportive réglementaire obligatoire. Elle peut être établie soit, au titre d'une Association, soit, en qualité d'Individuel.

**13-2** La licence individuelle est interdite aux athlètes relevant des **Ecoles d'athlétisme** et des catégories « Benjamins – Minimes - **U18** ».

**13-3** : La licence individuelle est accordée exclusivement aux athlètes des catégories **U18** U20-Seniors

#### **13-4 Licence type-Licence temporaire :**

-Etablir une licence type pour athlète étranger.

-Etablir une licence temporaire (pour terminer la saison en cours) pour athlètes de clubs dissouts en cours de saison.

#### **ARTICLE 14 :**

La licence **est** établie au profit de 04 sortes de personnes :

**14.1** : Les Athlètes des catégories « **Ecoles - Benjamins – Minimes - U18 - U20 - Seniors** **14.2** : Les Dirigeants Sportifs.

**14.3** : Les Entraîneurs.

**14.4** : Les Officiels Techniques.

#### **ARTICLE 15 :**

Les caractéristiques relatives à la Licence, les mentions qui doivent y figurer ainsi que les conditions de sa délivrance sont définies par **le Bureau Fédéral**.

#### **ARTICLE 16 :**

La licence est établie pour une durée d'une saison sportive renouvelable par tacite reconduction sauf dans les cas où l'Athlète demande sa mutation dans les délais et formes réglementaires.

#### **ARTICLE 17 : Licence :**

Le Bureau de la FAA fixe **le prix de la Licence**. L'homologation de la licence est subordonnée à la présentation d'une copie du contrat d'assurance. Celle-ci est à la charge du Club qui assure l'entière responsabilité.

#### **ARTICLE.18 :**

Il ne peut être délivré plus d'une Licence Sportive par Athlète et par saison Sportive, sous peine de sanction, notamment la disqualification de l'Athlète pour une durée déterminée conformément aux règlements de la F.A.A.

Il sera tenu un fichier central des licences auprès de la F.A.A, seule habilitée à assurer l'émission et la diffusion des licences auprès des Ligues.

#### **ARTICLE 19 :**

Les Athlètes sont classés et qualifiés compte tenu de leurs âges et de leurs sexes.

Les âges sont calculés entre le **1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre** de la saison sportive en cours.

**Article 20** : Le tableau de concordance des âges et des catégories est arrêté chaque année par le Bureau Fédéral de la F.A.A, en référence aux indications ci-après :

Catégories	Âges
Ecoles	09-10-11 ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
Benjamins (es)	Tout athlète âgé de 12 /13ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
Minimes	Tout athlète âgé de 14-15ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
U18	Tout athlète âgé de 16- 17ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
U20	Tout athlète âgé de 18-19 ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
Seniors	Plus de 19 ans au 31 Décembre de l'année de la compétition
Vétérans	Tout athlète devient vétéran ayant + de 35 ans (Licence Senior )

### **Article 21 : Le Sur classement**

Le Sur classement d'un athlète dans une épreuves pour une catégorie supérieur d'une catégorie d'âge à une autre est interdit sauf dérogation expresse de la F.A.A qui doit, non seulement, identifier l'épreuve à laquelle l'athlète doit concourir, mais aussi s'assurer d'un délai raisonnable au plan de la récupération. Toutefois, la présentation d'un certificat médical délivré par un spécialiste et validé par le Médecin Fédéral est obligatoire. **Pour une période déterminée.**

#### **21-1 : CATEGORIES U18 :**

Surclassement autorisé pour les distances et épreuves ayant les mêmes caractéristiques dans les catégories d'âge supérieure dans la limite de :

- Deux (02) épreuves au choix (autre le relais). Si les deux épreuves sont des courses, une (01) seule pourra dépasser 200m.
- Cross-country, sur proposition de la FAA et exclusivement dans le cadre des Equipes Nationales.

#### **21.2 : CATEGORIES Minimes - U18 :**

Dans le cadre exclusivement des Equipes Nationales, le sur-classement des meilleures athlètes Minimes-U18 peut être autorisé par la F.A.A. Il devra être autorisé par le Médecin Fédéral après avis de la DTN, pour une période déterminée.

## **DE LA MUTATION**

### **ARTICLE 23 :**

La Mutation est l'acte par lequel un Athlète sollicite son transfert de son Association d'origine vers une autre Association.

### **ARTICLE 24 :**

Les demandes de Mutation sont formulées par les Athlètes sur la base d'un imprimé normalisé sous peine d'irrecevabilité. Les caractéristiques de l'imprimé ainsi que le montant **des Droits de Mutation** sont fixés par le Bureau Fédéral de la F.A.A.

### **ARTICLE 25 :**

**25.1** La période de mutation est fixée du **1er Septembre au 30 Novembre de** chaque année. Sauf pour un athlète de haut niveau(Mondial), la FAA est habilité à la prolonger à condition qu'il n'ait pas participé avec son club d'origine à une compétition de la saison en cours.

**25.3 :** Les Ligues et les Associations sont tenues d'informer, chaque année, leurs Athlètes de l'ouverture de la **Période de Mutation**.

### **ARTICLE 26 :**

La Fédération est tenue informer les Ligues concernées de toutes les mutations accordées dans le cadre des présents règlements.

### **ARTICLE 27 : MUTATION-SIGNATURE**

- Les demandes de **Mutation** sont formulées sur les imprimés réglementaires disponibles au niveau des Ligues d'origine.
- La signature apposée sur la demande de démission doit être obligatoirement légalisée par les services compétents.
- L'Athlète est tenu de transmettre, sous pli recommandé, l'imprimé de démission au club quitté pour avis, le même jour avant son expédition. **Un exemplaire doit être transmis à la ligue.**

**27.1 :** Des réception de la demande de mutation formulée par l'Athlète, le responsable du club quitté est tenu dans les 15 jours, de réserver une suite et transmettre le document en question à la Ligue de wilaya d'origine sous pli recommandé (faute de quoi, l'athlète est qualifié au club demandé). Il doit transmettre un exemplaire à la ligue.

**27.2 :** Etant entendu, après réception de la demande de démission, la Ligue de Wilaya doit statuer conformément aux règles et procédures d'usage.

### **ARTICLE 28 : MUTATIONS NORMALES DES CATEGORIES U18, U20 ET SENIORS APPARTENANT A UN CSA**

#### **- Prescriptions à remplir :**

**28.1.** Mutation de son club conformément aux dispositions de l'article susvisé.

**28.2.** Obtenir l'accord de son Club d'origine sur imprimé de mutation

**28.3.** L'absence de l'accord de son Club quitté pour des raisons jugées valables, l'Athlète pourra rester une Saison Sportive sans qualification, pour pouvoir signer dans un Club de son choix, ou opter pour une licence individuelle dans les délais requis.

### **ARTICLE 28 Bis : PRIME DE TRANSFERT**

Il est instauré sous l'égide de la FAA des primes de transfert pour les U18-U20-Seniors. Les modalités d'octroi sont définis par la FAA (tenir compte des paramètres sportifs : catégorie, résultats...). Les clubs (Club d'origine/ Club d'Accueil) s'entendent à la gratuité du transfert.

## **ARTICLE 29 :**

**Le changement de club pour les catégories Ecoles, Benjamines, Minimes n'est pas admise que sur demande d'une autorisation de changement de club du tuteur légal légalisé par l'APC**

### **a) Le nombre d'athlètes autorisés par catégorie et par sexe:**

Catégories	Départ	Accueil
Ecoles Filles	Illimité	03
Ecoles Garçons	Illimité	03
Benjamines	Illimité	03
Benjamins	Illimité	03
Minimes filles	Illimité	03
Minimes Garçons	Illimité	03
U18F	Illimité	03
U18G	Illimité	03
Autres	<b>Illimité</b>	<b>Illimité</b>

- b)** Si un litige subsiste entre les deux parties (Clubs/Parents), seule la commission juridique de la Ligue Wilaya pourra trancher.
- c)** La mutation ou le changement d'entraîneur avant, ou après chaque saison sportive, par des athlètes membre des Equipes Nationales, sont subordonnés à l'accord préalable de la Fédération Algérienne d'Athlétisme.

## **ARTICLE 30 :** Qualification des Athlètes et Renouvellement de Qualification.

Les Athlètes possesseurs d'une nouvelle licence ou renouvellement à leur Club sont qualifiés à la date d'enregistrement de leur licence qui sera celle de l'émission (dépôt) pour autant que la demande ait été déposée conformément aux présents règlements.

**30.1 :** A l'exception des Athlètes ayant un renouvellement à leur club sans interruption de Qualification, des militaires incorporés, réaffectés ou libérés, aucun Athlète ne pourrait participer aux compétitions officielles s'il n'a pas été licencié par son club avant la date de son incorporation.

## **ARTICLE 31 :** L'Autorisation (Fiche d'adhésion) de pratiquer signée par le Directeur des Sports Militaires est « OBLIGATOIRE ».

Les Athlètes régulièrement qualifiés dans une Association et appelés au Service National en cour de saison, ont la faculté de continuer à pratiquer dans leur ancien club après présentation, dans les **trente (30) jours** qui suivent leur incorporation, d'une autorisation de pratique délivrée par le Directeur des Sports Militaires.

**31.1 :** Ce même Athlète pourra s'il le désire, bénéficier d'une Mutation en faveur d'une Association de son choix, à la condition que celle-ci soit situé à l'intérieur de la circonscription militaire, et ce à l'exception d'Athlètes liés par contrat à un club.

**31.2 :** Dans quelque cas que ce soit, un Athlète Militaire ne peut bénéficier de plus d'une licence au cours de la même saison.

## **ARTICLE 32 :**

Tout club qui fera participer à une Compétition Officielle organisée par la Ligue ou la FAA, un Athlète Militaire pour lequel il n'a pas été adressé dans les délais impartis à la Ligue, l'autorisation du Directeur des Sports Militaires, la performance ou le record réalisé seront purement et simplement annulés.

A sa libération, un athlète Militaire ayant bénéficié d'une mutation peut :

**32.1 :** Demander une qualification au sein de l'Association à laquelle il était licencié jusqu'à la fin de la saison sportive en cours.

**32.2 :** Demander dans le mois qui suit sa libération et sans délais de qualification, sa Mutation au profit de l'Association, à laquelle il appartenait.

### **ARTICLE 33 : MUTATION INTER-WILAYA**

Conformément aux dispositions fixées à l'**Article 27-2**, la Ligue de wilaya du club quitté est tenue après examen du dossier de l'athlète, de transmettre sous pli recommandé, le dossier complet à la Ligue de Wilaya d'accueil.

**33.1** : Des réceptions, la Ligue de Wilaya d'accueil est tenue d'aviser la F.A.A, sur le cas d'une Mutation d'Athlète.

**33.2** : La Commission Centrale chargée d'instruire le dossier est tenue dans les huit (08) jours après réception du dossier, de confirmer ou d'infirmer les résultats à la Ligue de Wilaya d'accueil (avec copie pour information à la Ligue de wilaya d'origine).

**33.3** : Aucune Licence ne devra être délivrée, sans l'accord préalable de la F.A.A.

### **ARTICLE 34 : MUTATIONS EXEPTIONNELLES**

#### **Les Militaires :**

Les athlètes militaires ayant fait l'objet d'un changement de garnison pourront continuer à pratiquer dans leur circonscription militaire s'ils justifient d'un changement de résidence effectif de plus selon la circonscription militaire, ils pourront après avoir démissionné de leur Club d'origine, obtenir une qualification dans un club de leur choix, à l'exception des Athlètes se trouvant liés contractuellement avec leur Club.

#### **Le Dossier de Mutation doit Comprendre :**

- Le récépissé postal d'envoi de mutation au club.
- La Licence dûment signée et complétée avec Bordereau.
- L'autorisation de pratiquer, dans le 2<sup>ème</sup> club, délivrée par le Directeur des Sports Militaires.

### **ARTICLE 35 : CAS DES ATHLETES N'AYANT PAS EU DE QUALIFICATION AVANT LEUR APPEL AU SERVICE NATIONAL A LEUR LIBERATION.**

Ces Athlètes peuvent :

**35.1** : Demander une qualification au sein de l'Association pour laquelle ils étaient licenciés durant la période du Service National jusqu'à la fin de la Saison Sportive.

**35.2** : Solliciter dans le mois qui suit leur libération et sans délai de qualification, leur Mutation au profit de l'Association de leur choix. Ils doivent formuler une démission selon les délais de rigueur, à défaut la licence sera rejetée.

**35.3** : En pareil cas, la Mutation peut être accordée même après la date d'incorporation.

### **ARTICLE 36 : ATHLETES VENANT D'UN CLUB DISSOUS**

L'athlète pourra demander une Licence pour un club de son choix, s'il appartenait à un club radié. Dans ce cas :

**36.1** : Le nouveau Club devra en faire mention sur la demande de Licence.

**36.2** : La Ligue intéressée devra l'attester sur son bulletin officiel en cas de Mutation inter-wilaya. Une Attestation obligatoire sera jointe à la demande de Licence pour le nouveau Club.

### **Article 37 : ATHLETE AYANT SIGNE UNE LICENCE AVEC UN CLUB ETRANGER**

Lorsqu'un Athlète de Nationalité Algérienne, qualifié dans un Club en Algérie, quitte son pays et signe une Licence à l'étranger au cours d'une saison, sans avoir accompli les formalités de démission :

**37.1** : Le retour de ce même athlète à son Club d'origine reste soumis aux dispositions édictées par **World Athletics**, en la matière.

**37.2** : S'il remplit les formalités de démission avec la demande de certificat de sortie, et s'il revient à son Club d'origine, soit dans la même saison, soit en cour de la saison suivante, il a le droit à une licence.

**37.3** : Au-delà d'une saison entière sans qualification dans un Club en Algérie, il pourra obtenir une licence dans un Club de son choix.



## **Article 37 Bis :**

### **ATHLETES ETRANGERS SIGNANT UNE LICENCE AVEC UN CLUB EN ALGERIE**

- Limitation des athlètes pour chaque Club à trois (03) athlètes.
- Engagement soumis à une autorisation de sa fédération d'origine.

### **ATHLETES NATIONAUX SIGNANT DANS UN CLUB ETRANGER :**

Autorisation préalable de la FAA.

## **ARTICLE 38 :**

- La transgression entendue au sens de l'incitation déloyale à un changement de qualification est **interdite**.
- A ce titre, toute **transgression, tentative** ou **complicité** sont passibles de sanctions prévues par les présents règlements.
- Pour chaque saison sportive, le nombre d'athlètes relevant des catégories U18, U20 et seniors formulant le vœu d'opter pour le club de leur choix, reste ouvert.

## **ARTICLE 39 : ASSURANCE**

Les Clubs ont l'obligation de contracter une **assurance** pour couvrir l'ensemble des athlètes, dirigeants, staff technique et médical. Cette couverture englobe :

**39.1.** Les conséquences pécuniaires de responsabilité civile encourue au tiers survenant au cours des entraînements et des compétitions organisées sous le contrôle et la surveillance de la F.A.A.

**39.2.** Les indemnités des Frais Médicaux, Pharmaceutiques, Perte de Salaire et Décès.

**39.3 :** Les athlètes optant pour des licences individuelles contractent eux-mêmes une assurance.

## **ARTICLE 40 : RESERVES ET RECLAMATIONS REGLEMENT TECHNIQUE**

Les réclamations d'ordre technique, doivent poursuivre leur cours, et être précédés de réserves nominales et motivées avec l'énoncé succinct du motif.

**40.1 :** Elles sont formulées **verbalement** par l'athlète **trente minutes (30mn)** après la proclamation des résultats.

Au cas où l'athlète juge que la suite réservée par le Juge Arbitre, n'est pas satisfaisante, le délégué de l'athlète peut faire un appel par écrit officiel au jury d'appel déposé au C.I.T (Centre d'information Technique), appuyée d'un montant de **Cinq Mille dinars (5000,00 DA) remboursable au cas de gain de cause**.

**40.2 :** Aucune réserve ou réclamation ne sera prise en considération par le Jury d'Appel si elle n'est pas accompagnée des droits cités ci-dessus.

## **ARTICLE 41 : APPELS**

Les contestations des décisions prononcées par les Ligues peuvent faire l'objet de Recours selon la procédure **de la juridiction compétente:**

**41.1 : Par les Clubs de Wilaya :** Les Clubs peuvent faire l'objet d'un appel auprès du Comité Directeur de la Ligue de Wilaya de sa circonscription qui statuera en tant que Première Instance.

**41.2 : Par Ligues de Wilaya :** Les Clubs peuvent faire l'objet d'un appel auprès de la Ligue Régionale de sa Circonscription qui statuera en second et dernier ressort.

## **ARTICLE.42 : (MUTATIONS)**

En cas de violation des règlements généraux, le Président de la F.A.A se saisira d'office de toute affaire traitée au niveau des Ligues de Wilayas-Régionales, même en l'absence de toutes réclamations, réserves ou Appels.

**42.1 :** Pour être recevables, les requêtes doivent être introduites dans les **Quinze (15) jours** ouvrables à dater de la notification, sous pli recommandé et accompagné d'un droit de **Cinq Mille Dinars (5000,00 DA)**.

**42.2** : Les appelants devront informer obligatoirement, sous pli recommandé, la Ligue de Wilaya et le Club que l'athlète a quitté, ainsi que la copie textuelle du dossier de l'appel formulé auprès de la juridiction compétente, **sous peine d'irrecevabilité**.

**42.3** : Dès leur information, les Ligues devront adresser dans les **Quinze (15) jours**, à la structure intéressée, sous pli recommandé, le dossier complet de l'affaire.

#### **ARTICLE 43 : DROIT D'EVOCATION DES LIGUES**

Une Ligue de wilaya a la possibilité de faire appel dans les **huit (08) jours**, au cas où elle constate qu'il y a eu violation des Règlements Généraux, une évocation devant le Bureau Fédéral contre une décision de la Ligue Régionale.

**Le bureau fédéral statuera en dernier ressort.**

## **TITRE II**

### **Des dispositions relatives à la protection médicale des athlètes et des entraîneurs**

#### **Chapitre I**

#### **DES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTROLE MEDICO-SPORTIF**

#### **CHAPITRE II**

#### **DE LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE**

### **CHAPITRE I**

#### **DES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTROLE MEDICO-SPORTIF**

##### **Article 44 :**

Conformément aux dispositions de la loi du 5/13 du 23 Juillet 2013 relative à l'Education Physique et aux Sports, il est institué une protection et soin médico-sportif des athlètes.

##### **ARTICLE 45 :**

- Dans le cadre de l'instauration du suivi Médico-sportif, les Associations Sportives sont tenues de veiller à la santé des Athlètes et de leur Encadrement relevant de leur effectif.
- A ce titre, les Associations doivent procéder, au début de chaque Saison Sportive, à l'examen Médico-sportif de leurs adhérents, conformément aux orientations et protocoles arrêtés par le Médecin Fédéral en relation avec les Structures concernées.

##### **ARTICLE 46 :**

Les Athlètes classés dans l'une des trois catégories de performance (Mondiale, Internationale et Nationale) sont soumis annuellement à un contrôle Médico-sportif approfondi sous l'autorité du Centre National de la Médecine du Sport.

**Le contrôle médico-sportif est obligatoire.**

##### **ARTICLE 47 :**

Les Entraîneurs et **Officiels Techniques** sont astreints à un Contrôle Médical annuel.

##### **ARTICLE 48 :**

- Chaque Ligue et chaque Association sont tenues de se doter des services d'un Médecin chargé d'assurer le suivi des Athlètes sous sa responsabilité.
- Le médecin fédéral est chargé de la coordination des actions entreprises par les Ligues et les Associations dans le domaine Médico-sportif.

##### **ARTICLE 49 :**

L'organisation et la mise en œuvre du Contrôle Médico-sportif fait l'objet d'un Règlement particulier à l'initiative de la Commission Médicale Fédérale.

## **CHAPITRE II**

### **DE LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE ET DE LA PROTECTION DES JEUNES ATHLETES**

#### **ARTICLE 50 :**

Conformément aux dispositions statutaires, la Fédération Algérienne d'Athlétisme adhère aux principes de lutte contre le dopage et initie, en ce domaine, un programme de sensibilisation, d'information et de sanction de cas échéant.

#### **ARTICLE 51 :**

La Fédération Algérienne d'Athlétisme, en relation avec les organismes concernés, et sous l'autorité du Médecin Fédéral, veille à l'application des dispositions telles qu'arrêtées par les Règlements de l'IAAF, en matière de lutte contre le dopage.

#### **ARTICLE 52 :**

Dans le cas de dopage vérifiés positifs et une fois les procédures d'enquête achevées, outre l'application des sanctions telles que prévue par l'IAAF, la Fédération Algérienne d'Athlétisme se réserve le droit d'engager contre les Athlètes et personnes incriminées, toutes poursuites pour les préjudices ainsi causés à l'Athlétisme Algérien, à sa bonne renommée et sa crédibilité.

#### **ARTICLE 53 :**

Afin de concourir à la protection des jeunes athlètes, à la préservation de leur santé et pour favoriser leur développement, il est institué un carnet de suivi des compétitions pour les catégories Benjamines, Minimes et U18. Cette disposition est placée, au niveau de chaque ligue, sous l'autorité du DJTS/DTW.

#### **ARTICLE 54 :**

Le Carnet de Suivi de Compétition doit obligatoirement être présenté au départ de toute épreuve où est inscrit l'athlète, il sera signé à la Chambre d'Appel par le Juge Responsable qui indiquera les épreuves auxquelles a pris part l'athlète.

#### **ARTICLE 55 :**

Dans le cas où l'athlète approche le seuil maximal d'épreuves autorisées pour l'année en cours, la Ligue concernée procédera à l'information de l'Association de l'athlète et recommandera la suspension momentanée de toute participation.

Ce seuil est à déterminer par la DJTS de la FAA en collaboration avec les CTR.

#### **ARTICLE 56 :**

Si le nombre d'épreuves autorisées est atteint avant la clôture de la saison, l'athlète perdra le cas échéant, le bénéfice de sa qualification aux Championnats d'Algérie « Benjamins/Minimes » et « U18 ».

## TITRE III

### De l'agrément technique et des Officiels d'athlétisme

#### CHAPITRE I

#### DE L'AGREMENT ENGAGEMENT TECHNIQUE

#### CHAPITRE II

#### DES OFFICIELS D'ATHLETISME DEFINITIONS-FONCTIONS-MISSIONS

#### CHAPITRE III

#### DROITS ET OBLIGATIONS DES OFFICIELS

#### CHAPITRE IV

#### DES MESURES DE DISCIPLINE ET RECOMPENSES

### CHAPITRE I

#### DE L'AGREMENT TECHNIQUE

##### **ARTICLE 57 :**

En application des dispositions de la loi du 5/13 du 23 Juillet 2013 relative à l'Education Physique et aux Sports, les Associations Sportives sont tenues de soumettre pour agrément, par la Ligue ou, le cas échéant la FAA, la liste de leur encadrement technique.

##### **ARTICLE 58 :**

L'Agrément L'Engagement Technique est délivré pour la durée d'une Saison Sportive, il est renouvelable au début de chaque Saison Sportive.

##### **ARTICLE 59 :**

La délivrance de L'Agrément L'Engagement Technique s'effectue sur la base d'un Dossier d'Agrément présenté par l'Association qui en formule la demande. Le dossier d'Agrément comporte obligatoirement :

- Une demande d'agrément signée du Président du CSA, et comportant la liste nominative de l'Encadrement Technique.
- Une fiche normalisée, dûment remplie pour chaque entraîneur dont le modèle est à retirer auprès de la Ligue de rattachement ou, le cas échéant, de la Fédération.
- Une copie des diplômes ou attestations de stages.
- Une demande manuscrite d'Encadrement au sein de l'Association.

##### **ARTICLE 60 :**

Les dossiers de l'agrément de l'Engagement doivent être déposés au niveau de la Ligue pour avis, et transmis à la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) pour approbation dans un délai de **trente (30) jours**.

## CHAPITRE II

### DEFINITION-FONCTIONS-MISSIONS

#### **ARTICLE 61:**

Par **Officiel d'Athlétisme**, il faut entendre toute personne apportant son concours à l'organisation d'une compétition placée sous le contrôle de la Fédération Algérienne d'Athlétisme ou de Ligue Organisatrice et ce, que ce soit à l'intérieur de l'arène sportive, sur un parcours environnant ou extérieur à l'arène ou sur tout autre terrain ou voie publique agréée par la Fédération Algérienne d'Athlétisme ou la Ligue Organisatrice.

#### **ARTICLE 62 :**

Les Officiels d'Athlétisme sont désormais « **JUGES** ». Ils sont classés compte tenu de leur qualification et leur formation par grade notamment :

1. **Juge de Wilaya. ( W.T.O).**
2. **Juge Régional. ( R.T.O).**
3. **N.T.O (National Technical Official).**
4. **I.T.O Marche (Area Technical Official Continental Marche).**
5. **I.T.O (Area Technical Official Continental).**
6. **I.T.O Marche (Area Technical Official Marche).**
7. **I.T.O (International Technical Official).**

#### **ARTICLE 63 :**

Outre, le Jury des compétitions tel que prévu par les règlements de la FAA, les Juges mentionnés à l'article précédent **sont répartis selon les règles de l'IAAF.**

#### **ARTICLE 64 :**

Les attributions relatives aux fonctions énumérées à l'**ARTICLE 63** précédent sont fixées en référence aux dispositions réglementaires établie par **World Athletics.**

## CHAPITRE III

### DROITS ET OBLIGATIONS DU JUGE D'ATHLETISME

#### **ARTICLE 65 :**

Peut prétendre à la qualité d'Officiel d'Athlétisme, tout citoyen Algérien remplissant les conditions prévues par les présentes dispositions. (18 ans minimum à la date d'examen).

#### **ARTICLE 66 :**

Toute candidature émanant d'une personne de Nationalité étrangère résidant en Algérie conformément à la réglementation en vigueur, peut être admise au titre d'Officiel étranger sous réserve de l'accord préalable de la Fédération étrangère concernée.

#### **ARTICLE 67 :**

**67.1 :** L'Officiel d'Athlétisme a droit à la formation et au perfectionnement permanent ainsi qu'à l'avancement dans le grade.

**67.2 :** Il reçoit de la Fédération Algérienne d'Athlétisme ou de la Ligue dont il dépend tout document, brochure ou guide visant à lui communiquer des informations utiles et nécessaire à l'accomplissement de sa tâche.

**67.3 :** La FAA, met en place un Carnet d'Officiel pour s'assurer de son suivi de carrière et de sa promotion.

#### **ARTICLE 68 :**

- L'Officiel d'Athlétisme perçoit des indemnités et des frais de séjour selon un taux arrêté par la FAA, en début de chaque saison sportive pour les compétitions organisées sous l'égide de la FAA.
- Toutefois, pour les compétitions organisées par les Ligues de Wilaya, le taux des indemnités est laissé à l'appréciation de la structure organisatrice.

#### **ARTICLE 69 :**

- L'Officiel d'Athlétisme est couvert par une Assurance contre tous les risques qu'il peut encourir dans l'exercice de sa mission.
- A ce titre, chaque Ligue de Wilaya est tenue d'entreprendre toutes les formalités nécessaires à la protection de ses Officiels. La FAA, quant à elle, assure les Officiels relevant de sa compétence exclusive.

#### **ARTICLE 70 :**

La FAA ou la Ligue, sous le contrôle de laquelle est organisée une compétition, sont tenues de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas d'accident survenu à l'occasion du déroulement de la Compétition.

#### **ARTICLE 71 :**

- Tout candidat au poste d'Officiel d'Athlétisme doit jouir pleinement de ses Droits Civiques et avoir une conduite saine et une bonne réputation morale.
- La commission compétente de la Ligue ou de la Fédération se réserve le droit de s'assurer que ces conditions sont effectivement remplies.

#### **ARTICLE 72 :**

- Nul ne peut prétendre à la qualité d'Officiel d'Athlétisme s'il est sous l'effet d'une sanction disciplinaire prononcée à son encontre par un organisme Sportif National ou étranger de quelque discipline sportive que ce soit.
- L'Officiel d'Athlétisme est tenu de se conformer aux Règlements Internationaux ainsi qu'à la Réglementation Fédérale.

**Il n'obéit qu'aux lois, statuts et règlements intérieurs et a eux seuls, à l'exclusion de toute personne quel que soit son importance ou sa qualité.**

**ARTICLE 73 :**

Tout manquement à l'exercice désintéressé de la Mission d'Officiel d'une manière expresse, par actes simulés ou par l'interposition de personnes, constitue une faute disciplinaire grave.

**ARTICLE 74 :**

- L'Officiel d'Athlétisme est tenu de répondre à toutes les convocations et désignations émanant de la FAA ou de la Ligue concernée.
- Cependant, si pour des raisons de santé ou de convenance personnelle, il est appelé à s'absenter, il doit en informer la structure l'ayant convoqué dans les **quarante-huit (48H)** qui suivent la réception de la convocation. En cas de force majeure, il assure l'information par tous moyens.



## **CHAPITRE IV**

### **DES MESURES DE DISCIPLINE ET RECOMPENSES DES OFFICIELS TECHNIQUES**

#### **ARTICLE 75 :**

L'Officiel d'Athlétisme peut faire l'objet de mesures disciplinaires sans préjudice des dispositions Fédérales relatives à la discipline, il est soumis, en outre, aux prescriptions du présent titre.

#### **ARTICLE 76 :**

L'expression « DISCIPLINE » est utilisée dans son sens le plus large, à savoir la sauvegarde du Prestige, de l'Arbitrage et de l'Ethique Sportive en général.

#### **ARTICLE 77 :**

La faute n'est considérée comme telle que si l'Officiel la commet pendant l'exercice de sa mission ou si elle est susceptible d'avoir une influence sur l'arbitrage d'une compétition; elle doit être précise.

- Lorsqu'elle est technique, elle doit être signalée par l'Officiel, ayant l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure sur la Fiche Technique de Compétition ou à défaut par le Directeur de la Compétition.
- Si elle n'est pas technique, un rapport précis doit être établi dans les mêmes conditions que celles prévus à l'alinéa ci-dessus.

#### **ARTICLE 78 :**

**La récusation d'un Officiel pendant la Compétition est interdite.**

Toutefois, une mesure de suspension provisoire pourra être prononcée par le Directeur de Réunion lorsque les faits reprochés sont susceptibles de perturber le bon déroulement de la réunion.

#### **ARTICLE 79 :**

La sanction ne pourra être prononcée que sur la base d'un dossier dûment instruit par la Commission Juridique Fédérale ou la Ligue, selon le cas, et de l'audition de l'Officiel mis en cause.

Il peut être fait appel, en tant que de besoin, à la commission chargée de l'arbitrage ou à toute autre personne concernée pour des compléments d'informations sur la manière dont l'Officiel a arbitré.

Si l'Officiel refuse délibérément de se présenter, la sanction sera prononcée d'après les pièces versées au dossier.

#### **ARTICLE 80 :**

Les fautes pouvant entraîner des sanctions sont les suivantes :

1. Retard.
2. Tenue incorrecte ou non-conforme.
3. Abandon de poste.
4. Absences répétées.
5. Conduite répétée portant atteinte à la morale sportive.
6. Indiscipline caractérisée.
7. Faute grave en Arbitrage.

### **ARTICLE 81 :**

Les sanctions pouvant être prononcées sont les suivants :

1. Rappel à l'Ordre.
2. Avertissement Verbal.
3. Avertissement écrit versé au dossier.
4. Blâme.
5. Suspension à temps avec sursis.
6. Suspension à temps ferme.
7. Radiation du Corps Arbitral.
8. Radiation de toute activité au sein de l'Athlétisme.

### **ARTICLE 82 :**

En sus des sanctions prévues à l'Article précédent et pour les fautes mentionnées au 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> alinéas de l'**Article 80** ci-dessus, il est procédé à des retenues sur l'indemnité dont le montant est fixé pour chaque saison sportive par la FAA.

### **ARTICLE 83 :**

L'Officiel qui se distingue par son abnégation et ses résultats et qui rend des services à l'Athlétisme en matière d'Arbitrage, fait l'objet de distinction et reçoit le cas échéant des récompenses conformément à la Règlementation Fédérale.

## **TITRE IV**

### **De la Compétition, des Epreuves et des Distances Officielles**

#### **CHAPITRE I DE LA COMPETITION**

#### **CHAPITRE II DES EPREUVES OFFICIELLES**

#### **CHAPITRE III DES COMPITITIONS NATIONALES ET DES MODES DE QUALIFICATIONAUX COMPETITIONS OFFICIELLES**

#### **CHAPITRE IV DU CALENDRIER NATIONAL ET DU CAHIER DE CHARGES DES COMPETITIONS**

#### **CHAPITRE V DES PROCEDURES DE TRAITEMENT DES LITIGES LORS DES COMPETITION**

### **CHAPITRE I**

#### **DE LA COMPETITION**

##### **ARTICLE 84 :**

- Par Compétition, il faut entendre une ou plusieurs épreuves sportives organisées par la FAA, les Ligues et Association ainsi que par tout organisme autorisé par la FAA.
- Les dites épreuves sont constituées de toute spécialités de l'Athlétisme, du Cross-country, de la Marche et de toute autre forme de Course sur l'enceinte d'un Stade, d'une Salle, **en montagne** ou sur route.
- Elles peuvent être à caractère Local, Régional, National, ou International.

##### **ARTICLE 85 :**

- Les Compétitions programmées et approuvées au début de chaque saison par le Bureau Fédéral constituent « **Le Calendrier Fédéral** ».
- D'autres Compétitions peuvent être intégrées au programme des Ligues pour constituer le Calendrier de la Ligue.

#### **ARTICLE 86 :**

- Les Compétitions sont ouvertes à tout Athlète en possession d'une Licence et qualifié dans le respect des modes de qualification arrêtés par le Système National des Compétitions.
- Les Athlètes possédant une Licence « **Etranger** » sont admis à participer aux Compétitions dans des conditions définies par le Comité Directeur de la FAA.

#### **ARTICLE 87 :**

- Outre la Licence, la participation des Athlètes aux épreuves de durée, telle que le Marathon et certaines Courses sur route, est subordonnée à la présentation d'un Carnet Médical de Contrôle périodique.
- Le modèle de Carnet Médical est approuvé par le Comité Directeur de la FAA, sur proposition du Médecin Fédéral.

#### **ARTICLE 88 :**

L'organisation de toute compétition non inscrite au Calendrier Fédéral et au Calendrier des Ligues doit être agréée par la FAA, et contrôlée le cas échéant par la Ligue concernée.

#### **ARTICLE 89 :**

La FAA peut déléguer l'organisation de compétition relevant de sa compétence technique à une Ligue. Dans ce cas, la délégation de l'organisation est subordonnée à un **Cahier des charges** définissant notamment les conditions d'encadrement de la compétition, de sa prise en charge financière et les aspects matériels. En tout état de cause, la FAA, demeure l'autorité responsable de l'organisation.

#### **ARTICLE 90 :**

- La participation de tout Athlète Algérien à des compétitions Internationales ou aux activités d'une Fédération étrangère est subordonnée à l'autorisation expresse et préalable de la FAA.
- Lorsque l'Athlète est membre d'une Sélection Nationale ou lorsque le Comité Directeur juge que ce dernier est susceptible de faire partie de la Sélection National, cette autorisation est accordée par le Comité Directeur sous des conditions spécifiques définies au cas par cas en la forme d'une convention.
- Le non respect du présent article entraîne des sanctions pouvant aller de l'**Avertissement** à la Suspension de l'auteur de l'infraction.

#### **ARTICLE 91 :**

- Toute participation à une compétition à l'étranger doit, en la forme, faire l'objet d'une **Invitation Officielle** à présenter ou reçue par la voie de la FAA.
- Toutefois, les Athlètes sous contrat avec un Représentant d'Athlètes sont régis par les dispositions spécifiques de l'Article **R.C.1.7** des Règlements de **World Athletics**.

#### **ARTICLE 92 :**

Outre les dispositions des articles précédents, un règlement particulier définira les conditions de sélection, de convocation de participation aux compétitions et aux stages des athlètes membre des équipes nationales et des athlètes de haut niveau.

## CHAPITRE II

### DES EPREUVES OFFICIELLES

#### **ARTICLE 93 :**

La FAA définit, en référence, la réglementation internationale, la liste des épreuves et les distances officielles par catégorie d'âge et par sexe.

#### **ARTICLE 94 :**

- Pour chaque distance et épreuve officielle reconnue par la FAA, il est admis, outre le Record de Wilaya, le record de l'infrastructure de l'accueil de la Compétition.
- L'homologation des Records doit obéir aux normes réglementaires admises en la matière.

#### **ARTICLE 95 :**

- Toutefois, s'agissant des Epreuves de Courses et de Marche, l'homologation des Records établis au Chronométrage Manuel demeurera admise parallèlement au Chronométrage Electrique. (Pour les courses de 1.000m et plus).

## CHAPITRE III

### DES COMPETITIONS NATIONALES ET DES MODES DE QUALIFICATION AUX COMPETITIONS OFFICIELLES

#### **Article 96 :**

Le système national des compétitions repose sur l'organisation des épreuves suivantes placées sous l'égide de la FAA :

- \* Le Championnat d'Algérie de Cross-Country
- \* Le Championnat d'Algérie "OPEN"
- \* Le Championnat d'Algérie des Epreuves Combinées
- \* Le Championnat d'Algérie de Marathon
- \* Le Championnat d'Algérie de Semi-marathon
- \* Le Championnat d'Algérie des Benjamins-Minimes
- \* La Coupe d'Algérie de Marche sur route
- \* Le Championnat d'Algérie des U18 et des U20
- \* Le Championnat d'Algérie hivernal
- \* La Coupe d'Algérie des Interclubs
- \* Le Championnat d'Algérie 10.000m

#### **Article 97 :**

Le titre de champion d'Algérie est attribué dans les compétitions telles que énumérées ci-après :

- \* Les Championnats d'Algérie de Cross-country
- \* Les Championnats d'Algérie "OPEN"
- \* Les Championnats d'Algérie des Epreuves Combinées
- \* Les Championnats d'Algérie de Marathon
- \* Les Championnats d'Algérie de Semi-marathon
- \* Les Championnats d'Algérie des Benjamins-Minimes
- \* La Coupe d'Algérie de Marche sur route
- \* Les Championnats d'Algérie des U18 et des U20
- \* Les Championnats d'Algérie hivernal
- \* La Coupe d'Algérie des Interclubs
- \* Les Championnats d'Algérie 10.000m

#### **ARTICLE 98 :**

Pour chaque Compétition Nationale consacrée par un Titre de champion d'Algérie, il sera remis au trois (03) premiers de chaque épreuve, (individuel ou par équipe) :

- Un Diplôme mentionnant l'Année, l'Épreuve et la Performance réalisée ainsi que le Classement
- Une Médaille d'**Or** au **Premier**.
- Une Médaille d'**Argent** au **Deuxième**.
- Une Médaille de **Bronze** au **Troisième**.

#### **ARTICLE 99 :**

La FAA, tiendra à jour, la liste des Champions d'Algérie et procéder à sa publication au terme de chaque saison sportive.

#### **ARTICLE 100 :**

Pour chaque épreuve consacrée par un Titre de Champion d'Algérie, il sera organisé des phases de qualification au niveau Wilaya et au niveau Régional.

L'Organisation des phases qualificatives ouvre droit à l'attribution des titres de :

- **Champion de Wilaya.**
- **Champion de Région.**

L'attribution des titres sus-indiqués se traduit par la délivrance de Diplômes aux Trois Premiers de chaque épreuve en **Individuel et par équipe**.

Chaque Ligue de Wilaya, de Région doit tenir à jour la Liste des Champions de la Wilaya et de la Région.

#### **ARTICLE 101 :**

- Sauf dispositions réglementaires contraires pour les épreuves et compétitions ouvrant droit au Titre de Champion d'Algérie, la participation aux phases qualificatives Wilayaes et Régionales est obligatoire.
- Des dérogations pourront, toutefois, être accordées par le Comité Directeur de la FAA, sur rapport dûment motivé de l'Association, visé par la Ligue de rattachement ou la Ligue Régionale compétente.
- La demande de dérogation devra être transmise à la FAA, au plus tard **quinze (15) jours** avant la tenue du Championnat considéré, le cachet de la poste faisant fois, si le courrier est acheminé par voie postale, **dix (10) jours** avant si le courrier est déposé à la FAA.

#### **ARTICLE 102 :**

La participation aux épreuves donnant droit au titre de Champion d'Algérie est préalable à toute sélection aux épreuves mentionnées par l'Article (**RC.5.1.1 – 5.1.2 – 5.1.3**) du manuel de **World Athletics**. Toutefois, des dérogations pourront être accordées par le Comité Directeur de la FAA, aux Athlètes qui justifieraient d'une incapacité à concourir dûment vérifiée, après avis motivé de la DTN.

#### **ARTICLE 103 :**

Tout Athlète remplissant les conditions de qualification aux Compétitions consacrées par un Titre de Champion d'Algérie est tenu d'y participer. La non-observation de cette disposition entraînera :

- La suspension de l'athlète de toute compétition nationale et internationale pour une durée de **soixante (60) jours** à partir de la date de déroulement de l'épreuve ou de la compétition à laquelle il était qualifié.
- Le versement d'une amende par son Association dont le montant sera fixé par le Comité directeur de la Fédération.

## CHAPITRE IV

### DU CALENDRIER NATIONAL ET DU CAHIER DE CHARGES DES COMPETITIONS

#### **ARTICLE 104 :**

L'organisation des Compétitions ou épreuves intégrées au Système National des Compétitions tel que défini à l'Article 95 précédent, doit faire l'objet d'une demande auprès :

- De la FAA pour les Epreuves Nationales.
- De la Ligue Régionale pour les Epreuves Régionales.
- De la Ligue Wilaya pour les Epreuves Locales organisées par des promoteurs autres que la Ligue.

#### **ARTICLE 105 :**

La demande d'organisation doit répondre aux conditions fixées par le **Cahier des Charges** tel que défini par la Fédération.

#### **ARTICLE 106 :**

Les demandes d'organisation devront parvenir aux institutions concernées, (FAA-Ligue Régionale- Ligue de Wilaya) au plus tard le **30 Août** de chaque année précédant la nouvelle saison.

Les institutions concernées sont tenues de répondre dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de clôture de la demande d'organisation.

Le **Calendrier National** est clôturé et adopté par le Bureau Fédéral au plus tard le **15 Septembre** de chaque année précédant la nouvelle saison.

## CHAPITRE V

### DES PROCEDURES DE TRAITEMENT DES LITIGES LORS DES COMPETITIONS

#### **ARTICLE 107 :**

Pour toute Compétition d'envergure Nationale ou Régionale, qualificative à un Championnat national, la Fédération désignera un Délégué Fédéral qui présidera le Jury d'APPEL.

#### **ARTICLE 108 :**

Outre le Délégué Fédéral, le Jury d'Appel sera composé des quatre membres suivants :

- Le Président de la Ligue Organisatrice.
- Le Président de la Ligue Régionale où se déroule la Compétition.
- Le Délégué Technique de la Compétition. (Ou le Juge Arbitre de l'épreuve).
- Un Président d'Association ou son représentant dûment mandaté.

#### **ARTICLE 109 :**

Le Jury d'Appel est saisi de toute question litigieuse relative au déroulement des épreuves de la Compétition. Il arbitre et rend sa décision, conformément aux règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 110 :**

- La saisine du Jury d'Appel est arrêtée en la forme d'une réclamation adressée au Président du Jury dans l'Heure qui suit la fin de l'épreuve où le litige a été constaté.
- Le dépôt de la réclamation est effectué auprès du jury d'appel déposé au C.I.T de la Compétition accompagnée du versement d'une somme de **Cinq Mille (5000,00) Dinars**.

#### **ARTICLE 111 :**

Si la réclamation s'avère motivée, il est procédé à la réparation du préjudice causé à l'Athlète ou à l'Association et remboursement des frais d'enregistrement et de dépôt de la réclamation.

#### **ARTICLE 112 :**

S'agissant des Compétitions de niveau local, l'organisation est tenue de veiller à l'observation des dispositions relatives au Jury d'Appel.

Toutefois, la composition est alors ramenée à **trois (03) Membres** :

- Le Président de la Ligue Organisatrice.
- Le Directeur Méthodologique de la Ligue Organisatrice. (Ou du Juge arbitre à défaut le Chef Juge).
- Un Président d'Association, non concernée par le litige exposé.

#### **ARTICLE 113 :**

Les décisions du Jury d'Appel sont prises en dernier ressort, et ne sont pas sujettes à appel devant les instances des ligues et de la Fédération.

#### **ARTICLE 114 :**

Tous cas de situation non prévus par les présents Règlements Généraux, devront être traités conformément aux règlements de l'IAAF et aux Statuts et les Règlement de la FAA.



## TITRE V

### Des Infractions – De leur traitement et du Barème des Sanctions

#### CHAPITRE I

#### DEFINITION-PROCEDURE

#### CHAPITRE II

#### BAREMES DES SANCTIONS

### CHAPITRE I

#### DEFINITION-PROCEDURE

##### **ARTICLE 115 :**

Est considéré comme une infraction au sens de la présente réglementation, tout cas d'indiscipline, d'entrave aux règles et usages et de manquement au respect, enregistré et dûment constaté dans le déroulement des activités de la Fédération ou de celles placées sous son autorité.

##### **ARTICLE 116 :**

Au sens de l'article précédent, sont notamment considérées comme infractions passibles de sanctions :

- Le comportement d'indiscipline dans le cadre des activités des Equipes Nationales.
- Le refus de répondre à une sélection en Equipe Nationale.
- Les infractions aux Règlements Techniques lors des compétitions.
- Les fautes et infractions aux règles relatives à la qualification, la licence, et les mutations.
- De façon générale, tout comportement qui entrave les dispositions réglementaires et porte atteinte à l'Esprit Sportif.

##### **ARTICLE 117 :**

Lorsqu'une infraction est constatée, elle doit avoir l'objet d'un Rapport circonstancié en premier ressort.

##### **ARTICLE 118 :**

Toute structure saisie en premier ressort d'un cas d'infraction, devra réagir en **Conseil de Discipline** et rendra sa décision dans les **huit (08) jours**.

- Si la personne ou la structure mise en cause, n'est pas satisfaite de la décision, elle bénéficie d'un délai de **huit (08) jours** pour engager une procédure d'appel.
- Passé ce délai, la sanction prononcée sera confirmée.
- La structure saisie en appel devra se prononcer dans un délai de **huit (08) jours**, à l'exclusion des peines du troisième degré pour lesquelles cette période est portée à **quinze (15) jours**.

## CHAPITRE II

### BAREMES DES SANCTIONS

#### ARTICLE 119 :

Les sanctions applicables aux différentes infractions commises sont classées en trois (03) degrés, compte tenu de leur importance :

#### SANCTION DU 1<sup>er</sup> DEGRE

- Rappel à l'Ordre.
- Avertissement Verbal versé au Dossier.
- Avertissement Ecrit.
- Blâme
- Suspension Temporaire inférieure ou égale à soixante jours.

#### SANCTION DU 2<sup>ème</sup> DEGRE

- Suspension Temporaire supérieure à **soixante (60) jours** et inférieur à **six (06) Mois**.
- Suspension temporaire de six (06) à douze (12) Mois.

#### SANCTION DU 3<sup>ème</sup> DEGRE

- Suspension Temporaire de plus de **un (01) An** (12 Mois) jusqu'à **deux (02) ans** (24 mois).
- Radiation définitive de l'Athlétisme.
- Proposition de Radiation du Mouvement Sportif National

#### ARTICLE 120 :

##### **120.1 : Sont notamment admises comme infractions du Premier Degré :**

- Les fautes administratives telle que : défaut de licence, défaut d'affiliation, non-versement des cotisations.
- La non-observation de la réglementation technique.
- Négligence et fautes techniques avérées d'arbitrage.

##### **120.2 : Sont notamment admises comme infractions du 2<sup>ème</sup> degré :**

- Les participations Internationales non-règlementaires.
- Le Refus de Sélection National.
- Les cas d'indiscipline dans le cadre des Equipes Nationales.
- Comportement Irrespectueux.
- Fraude et récidive d'une infraction du **1<sup>er</sup> degré**.

##### **120.3 : Sont notamment admises comme infractions du 3<sup>ème</sup> degré :**

- Refus de Sélection en Compétitions Officielles à caractère Mondial.
- Injures graves.
- Comportement portant atteinte au prestige et au bon renom de l'Athlétisme Algérien.
- Récidive d'une infraction du **2<sup>ème</sup> degré**.

#### ARTICLE 121 :

Outre le Régime des Sanctions tel que prévu aux **Articles** précédents, il peut être appliqué cumulativement, le régime des amendes suivantes :

Sanction du Premier Degré	De 5000DA à 10.000DA
Sanction du Deuxième Degré	De 15.000DA à 30.000DA
Sanction du Troisième Degré	De 50.000 DA 100.000DA